

M. Sébastien Lecornu, *Premier Ministre*
Hôtel de Matignon
57 Rue de Varenne
75700 Paris 07

Aubenas, le 15 décembre 2025

Monsieur le Premier Ministre,

L'agriculture française, le monde de l'élevage souffrent. Ce n'est malheureusement pas nouveau. Sur fond de concurrence déloyale, d'augmentation des charges et d'inflation des normes... Et ce ne sont certainement pas les accords du MERCOSUR, la baisse annoncée des crédits de la PAC ou l'augmentation prochaine de la taxation des engrais – des mesures que je combats – qui vont arranger les choses.

Pire, l'actualité sanitaire cristallise les tensions. Avec la Dermatose Nodulaire Contagieuse (DNC), le cocktail est explosif. Heureusement sans danger pour l'homme, cette maladie parmi les plus graves en santé animale mérite d'immenses précautions sanitaires pour protéger les 16 millions de bovins que compte notre pays. Autant le dire tout de suite, le choc des images percute la gestion de cette crise sanitaire, qu'il s'agisse de l'envoi de blindés complètement disproportionné ou de l'abattage total des troupeaux contaminés (3300 abats à ce jour).

Pour un éleveur, l'abattage du troupeau est un drame. Un drame humain tant son lien avec ses bêtes est fort. Un drame économique, car c'est souvent le fruit du travail de toute une vie qui est brutalement anéanti. Un drame territorial enfin, tant l'élevage est un pilier de nos zones de montagne et de nos territoires ruraux. Beaucoup s'autoproclament aujourd'hui vétérinaires ou épidémiologistes. Je m'en garderai bien. Tout comme de faire d'une crise sanitaire, une crise politique. Nous avons besoin de protocoles clairs, étayés scientifiquement. Ce qui ne doit pas interdire pour autant leur évolution qui doit être sérieusement étudiée avec la profession agricole.

Cette crise sanitaire appelle des réponses claires, concertées et efficaces. Comme l'accélération de la vaccination dans et autour des zones touchées pour dresser un véritable cordon sanitaire. L'objectif est bien évidemment d'éradiquer au plus vite la DNC. Le soutien de l'État doit être au rendez-vous avec l'indemnisation intégrale des éleveurs impactés : prise en charge de la valeur des animaux abattus, des opérations de nettoyage et de désinfection des bâtiments, du manque de revenu pendant toute la période où l'éleveur ne peut plus produire.

Tout comme les transports illégaux de bovins doivent être combattus, contrôlés et condamnés, avec vigueur, car même exceptionnels, ils représentent un risque sournois de propagation de la maladie.

Nos éleveurs ne sont pas seuls. Ils peuvent compter sur notre soutien à l'Assemblée nationale, sur le soutien des élus locaux, et des Français qu'ils nourrissent avec passion. Nous sommes à leurs côtés, aujourd'hui et demain. Nous comprenons les inquiétudes, la colère des éleveurs qui assistent impuissants aux opérations d'abattage dans les départements touchés par la maladie.

Nous rappelons que l'élevage constitue un pilier de l'économie et de l'équilibre territorial de l'Ardèche et du pays. Et que la préservation des exploitations et de leur capacité à poursuivre leur activité doit rester une priorité.

Je sais, Monsieur le Premier Ministre, l'engagement du Gouvernement sur cette crise sanitaire démontré depuis le mois de juin dernier, date de l'apparition des premiers foyers.

Mais je crois utile, dans le prolongement de nos échanges :

- de faire évoluer dans le temps les protocoles sanitaires en recherchant dans la mesure du possible des alternatives au recours systématique à l'abattage total ;
- d'associer étroitement les représentants des éleveurs et les professionnels de la filière à l'élaboration et la mise en œuvre de ces décisions ;
- de garantir comme précité un accompagnement économique, technique, scientifique et humain à la hauteur des préjudices subis.

Mobilisé comme vous aux côtés des éleveurs, je vous prie de croire, Monsieur le Premier Ministre, en l'assurance de ma considération.

Fabrice BRUN
Député de l'Ardèche

Soutien total à nos éleveurs.

